

CONSEIL MUNICIPAL
Lundi 15 décembre 2025 à 18h

N°5

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DETR/DSIL 2026 : PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE MEDECINE INTEGRATIVE (TRANCHE 1)

Vu la délibération n°25/053 du Conseil Municipal en date du 30 juin 2025 portant soutien au projet d'installation d'une antenne de l'Institut Rafaël à Montargis,

Considérant que l'organisation actuelle du système de santé ne permet pas aux médecins et professionnels de santé de prendre en charge les patients de façon globale.

Considérant que les maladies chroniques et les Affections de Longue Durée nécessitent un accompagnement complet et durable, et que l'idée est d'évoluer vers une médecine davantage tournée vers la prise en charge de la personne, au-delà des seules pathologies.

Considérant que le concept, porté par l'institut Rafaël, complète le dispositif médical avec un accompagnement pluri disciplinaire : art-thérapie, sport, yoga, danse, kinésithérapie, psychologie, oncologie de suivi, etc ...

Considérant les ambitions portées par l'institut Rafaël, les objectifs partagés par le corps médical local et les besoins de la population, la Commune souhaite doter sa population d'un centre de médecine intégrative,

Considérant l'avis de la Commission Générale en date du 5 décembre 2025,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, précisant que le projet est éligible à une aide de l'Etat.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

SOLLICITER pour la commune de Montargis auprès de l'Etat une subvention d'un montant de 175 000 € au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2026 (DSIL) ou de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2026 (DETR) dans le cadre du projet de construction d'un centre de médecine intégrative (tranche 1) ;

ADOPTER le plan de financement prévisionnel exposé ci-dessous :

Dépenses (€)	H.T.	Recettes HT (€)	H.T	Taux
Acquisition	500 000 €	Etat	175 000 €	35 %
		Autofinancement	325 000 €	65 %
Total	500 000 €	Total	500 000 €	100 %

AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération.